



Résumé exécutif

Organisation
internationale
du Travail

Une autre voie est possible: Politiques économiques et stratégies syndicales au-delà de la pensée unique

Sous la direction de Nicolas Pons-Vignon

Beaucoup d'économistes progressistes et de syndicalistes se sont efforcés d'engager le dialogue et des négociations avec le capital et les gouvernements durant la crise financière mondiale, dans l'espoir d'obtenir que des politiques raisonnables et équilibrées soient adoptées. Ils ont peut-être agi ainsi parce qu'une telle approche donnait des résultats autrefois, en particulier dans les contextes sociaux-démocratiques, ou parce que, au tout début de la crise, on les écoutait aussi respectueusement que durant la grande période du «compromis keynésien» en économie. Mais comme le dit Sharan Burrow, secrétaire général de la Confédération syndicale internationale (CSI), dans ce volume, «durant la crise, les organisations de travailleurs auraient pu prévoir qu'une nouvelle ère de dialogue avait commencé, mais, manifestement, ce moment est passé».

Les politiques néolibérales et le renforcement considérable de l'inégalité qu'elles ont provoqué sont-ils responsables de la crise? Les politiques adoptées juste après la crise tendent à conférer une certaine crédibilité à ce point de vue – depuis l'absence de toute réglementation (ou plutôt de contrôle) véritablement efficace de l'«innovation» financière jusqu'au sauvetage des banques par les États qui, à leur tour, réduisent leurs dépenses, faisant ainsi peser les coûts de la crise sur les citoyens ordinaires et les chômeurs. Les syndicats utilisent leur pouvoir organisationnel et institutionnel pour résister aux attaques incessantes qui visent les droits sociaux et syndicaux. Néanmoins, après des décennies de recul des syndicats, la crise financière est rapidement en train d'affaiblir un peu plus leurs piliers traditionnels de pouvoir et d'influence.

Les syndicats sont confrontés à l'urgente nécessité de surmonter le dilemme suivant: s'ils ne peuvent pas se permettre de laisser leur influence s'affaiblir davantage, une stratégie plus axée sur la confrontation risque en revanche de les marginaliser davantage en cas d'échec. Les syndicats ont pris conscience de la nécessité de lutter contre l'emploi précaire, de forger de nouvelles alliances (par exemple, de défendre les droits des travailleurs domestiques), de

prendre des initiatives pour organiser les travailleurs et d'assujettir de nouveau les marchés à un contrôle démocratique. Mais, pour réduire véritablement l'inégalité (ainsi que le pouvoir de la finance), il faudra à la fois formuler d'autres politiques possibles qui soient convaincantes et être déterminé à lutter pour les faire appliquer. Cela exige de l'imagination, de la volonté et la conviction de pouvoir mettre en œuvre le changement.

Il y a quatre domaines dans lesquels la lutte contre le néolibéralisme doit être menée pour produire des résultats et pour qu'un projet cohérent puisse émerger. Il s'agit, par ordre d'importance croissante, des milieux universitaires, de l'idéologie, des orientations générales et de l'action politique.

S'agissant des milieux universitaires, il faut contester vigoureusement la dominance de la science économique néoclassique. Il n'est guère contestable que l'incapacité des responsables politiques d'aujourd'hui de prendre des mesures décisives pour utiliser le pouvoir de l'État dans le but de protéger les travailleurs est liée au discours néoclassique dominant des dernières décennies. Si l'on considère le travail comme un simple coût et le chômage comme un phénomène naturel, on aura du mal à croire que le relèvement des salaires améliorera une situation laissée à vau-l'eau.

S'agissant de l'idéologie, le temps est venu de contester la foi inébranlable dans le marché que manifestent certains économistes et responsables politiques. Des notions simplistes comme «le secteur privé est plus efficace» doivent être vigoureusement remises en question dans le débat public, de même que les appels en faveur de l'inclusion systématique du secteur privé dans l'investissement public, par exemple dans les partenariats entre le secteur public et le secteur privé, ou bien en faveur de la commercialisation du fonctionnement des missions de l'État, qu'il s'agisse des services collectifs ou d'autres domaines comme les soins de santé. Contrairement à ce que certains voudraient nous faire croire, les droits des travailleurs ne sont pas incompatibles avec la croissance économique, ni avec les intérêts nationaux des pays.

S'agissant des grandes orientations politiques, il est temps d'exiger l'adoption de politiques audacieuses qui marqueront une rupture complète avec la frénésie financière et les privatisations à outrance qui ont caractérisé les trente dernières années. L'orientation des politiques macroéconomiques devrait être modifiée de façon à soutenir la création d'emplois, à jouer un rôle contracyclique et à favoriser une stabilité *réelle*, un objectif difficilement compatible, pour beaucoup de pays, avec une libéralisation à tous crins. Les politiques microéconomiques, notamment les politiques industrielles et les politiques en matière de concurrence, devraient être remises à l'honneur, car il s'agit des instruments essentiels que les gouvernements peuvent utiliser pour stimuler et orienter la croissance. Dans les pays en développement en particulier, il est absolument essentiel de pouvoir utiliser la politique commerciale pour appuyer les objectifs de développement.

Mais aucun des domaines précités dans lesquels s'inscrit la lutte n'est aussi important que le domaine politique – qui est lui-même très tributaire des trois précédents. Le résultat le plus impressionnant qu'ait obtenu le néolibéralisme a incontestablement été le spectaculaire affaiblissement du pouvoir politique des travailleurs, des syndicats et des partis rangés de leur côté. Les syndicats ont perdu un grand nombre de travailleurs, surtout en dehors du secteur public, et le «précariat» de plus en plus important est souvent soit désabusé à l'égard des syndicats, soit réticent à se syndiquer. Rétablir le pouvoir des travailleurs et des syndicats, en commençant par le lieu de travail, est plus que jamais une priorité: il faut une base solide et mobilisée pour alimenter un mouvement politique efficace. Beaucoup de syndicats formulent de plus en plus des revendications politiques générales. Les récentes menaces qui pèsent sur les droits en matière de négociation collective sont peut-être aussi le signe du réveil politique d'autres intéressés.

À la suite de l'appel (largement passé inaperçu) à ne pas «gâcher la crise» lancé dans la première anthologie publiée par la Global Labour Column, ce deuxième annuaire examine les politiques qui ont été mises en œuvre après la grande dépression – ainsi que la résistance qu'elles ont rencontrée. Les mouvements populaires qui se manifestent dans le monde entier sont analysés et replacés dans leur contexte. Les essais qui composent ce volume couvrent la grève de la fonction publique en 2010 en Afrique du Sud; le mouvement de lutte contre la réforme des retraites en France; les grèves à Guangdong, en Chine et chez Fiat, en Italie; et les initiatives prises pour obtenir un contrat sectoriel pour les travailleurs domestiques en Suisse.

L'Europe, parce qu'elle est l'un des continents le plus durement touchés par la crise, fait l'objet d'analyses approfondies dans la partie II, qui débute par un article visionnaire d'Andrew Jackson mettant en garde l'Europe contre la tentation de suivre le modèle d'austérité canadien. Pour empêcher que l'Europe ne s'effondre (avec les effrayantes conséquences que cela entraînerait), il faut la défendre, et la réinventer. L'Europe néolibérale, axée sur la défense des intérêts des grandes entreprises, doit laisser la place à une entité progressiste qui vise à réduire l'inégalité entre les États membres et à l'intérieur de chacun d'eux.

Dans la partie III, l'incidence de la mondialisation néolibérale sur la politique de développement est analysée ainsi que les autres voies possibles. L'intensification de l'ouverture et de la discipline «budgétaire» imposée aux pays en développement après la crise de la dette des années 1980 tranche par rapport à la bonne volonté affichée quand il s'agit d'accorder de nouvelles facilités de crédit aux banques et aux opérateurs financiers qui ont amené l'économie mondiale au bord de l'effondrement. La brutale chute de la demande des pays riches a montré à quel point il importait de renforcer la demande intérieure au lieu de se focaliser exclusivement sur la réduction des coûts de main-d'œuvre et autres dans l'espoir d'être compétitif sur les marchés d'exportation. Les essais qui figurent ici examinent les options et les moyens pour trouver le juste équilibre entre le commerce, l'emploi et le développement, l'accent étant mis en particulier sur le Brésil et l'Inde.

La partie IV est principalement consacrée à la question essentielle de l'inégalité, qui était à la base de la crise actuelle. L'accroissement de l'inégalité est étroitement lié à l'affaiblissement des salaires et des droits des travailleurs, dû au premier chef aux pressions exercées par les fonds d'investissement privés. Dans leurs essais, Sharan Burrow, Özlem Onaran, Seeraj Mohamed et d'autres examinent tant les pratiques que les conceptions qui ont entraîné la crise ainsi que les éventuelles stratégies pour s'en éloigner et établir un avenir économique plus juste et plus durable.

Comme on l'analyse dans la dernière section du livre, la défense des droits et des salaires des travailleurs est nécessaire pour garantir une croissance durable dans le monde. De fait, le travail décent et des salaires décents constitueront une source de demande effective bien plus stable (et facteur de dignité) que ne le sera la finance structurée. Dans leurs essais, Ronald Janssen et le Directeur général du BIT, Juan Somavia, argumentent d'une manière convaincante pour faire comprendre que les droits des travailleurs ne sont pas incompatibles avec la croissance économique, et un essai de Frank Hoffer montre le rôle essentiel des normes internationales du travail pour ce qui est d'engendrer une approche des salaires et des conditions de travail plus coordonnée, étant donné que le risque (réel ou imaginaire) de la concurrence des bas salaires peut servir de facteur dissuasif puissant dans beaucoup de pays. Ce programme global est ambitieux car il supposera d'inverser des tendances profondes comme l'exclusion de nombreux travailleurs du champ des négociations salariales, voire de la protection sociale, ou encore le développement du travail occasionnel et de l'inégalité salariale. Mais une telle ambition est nécessaire si l'on veut qu'une mobilisation large et vigoureuse permette d'obtenir des résultats positifs.

Copyright © Organisation internationale du Travail, 2011

Ce résumé ne constitue pas un document officiel de l'Organisation internationale du Travail. Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OIT. Les désignations utilisées n'impliquent de la part de l'OIT aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières. La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part de l'OIT aucune appréciation favorable ou défavorable.

Le texte peut être librement reproduit, à condition d'en mentionner la source.

Département de la communication et de l'information publique
Bureau international du Travail
4 route des Morillons, 1211 Genève 22, Suisse
Pour plus d'information, visitez notre site web www.ilo.org

